

## L'éducation franco-ontarienne: tous sont responsables

Le système d'éducation de l'Ontario français n'est pas pire que celui de l'Ontario anglais. Il n'est pas irréprochable pour autant. Loin de là. Les difficultés que les élèves éprouvent, au sortir du secondaire, à écrire et à compter, de même que la faiblesse de leurs connaissances générales en sont un indéniable témoignage. Ce n'est pas parce qu'un surintendant a élevé au-dessus de tout les Racine qu'il en a fait assumer la langue à tout ce qui grouille sous lui ou qu'il en a même fait connaître le nom. Est aussi une éclatante preuve de la misère du système d'éducation la pauvre qualité des élèves qui sortent des universités, notamment celle des enseignants que fournit l'école des sciences de l'éducation aux maisons d'enseignement de l'Ontario français.

Mais il n'y a pas à chercher de coupable. Il s'agit, bien entendu, d'un problème de société. Il est interdit, dans la cour de récréation, d'utiliser des mots autres que ceux qui sont normalement employés. L'élève qui se risque d'un mot le moins original - et il n'en faut pas beaucoup -, mot qui risque de contribuer à marquer la spécificité de sa pensée, qui risque de la faire sortir des cadres sociaux rigide-ment marqués par une langue la plus commune possible, dont le caractère ordinaire est solidement entretenu, une langue qui ne reproduit rien d'autres que des pensées ordinaires, cet élève, donc, détonne, est montré du doigt, est marginalisé. La société n'accepte pas l'effort linguistique comme elle n'accepte pas l'effort qui manifeste les différences. La société est «cool»; elle glisse sur tout; elle est coulante; et elle coule. Elle n'est pas coulante envers ce qui est bien établi. Elle est coulante mais conservatrice. Elle est coulante pourvu que rien ne menace l'ordre, les idées bien reçues sur lesquelles

il n'y a pas à réfléchir, qui peuvent s'exprimer dans une langue coulante: «les meurtriers, il faut les pendre, après tout ça coûte cher à l'Etat...» Et pour donner l'illusion de la révolte, de l'esprit qui ne s'en laisse pas imposer, de la pensée libérée et «cool», deux ou trois jurons, genre hostie-de-tabernacle, puis des «fuck» récurrents viennent renforcer la phrase. Mais cette langue est réelle. Aux yeux de plusieurs, elle est plus réelle encore que celle de Racine, laquelle, de toute façon n'est pas moins conservatrice. Et vive la liberté de pensée! Voilà pour la cour de récréation. Mais les enfants ne sont-ils pas à certains égards les répliques de leurs parents? En va-t-il différemment, fondamentalement différemment, quand les adultes parlent entre eux?

L'innovation linguistique est dangereuse, révolutionnaire. Elle est comme la connaissance. D'ailleurs, elle se donne avec la connaissance. Elle est tellement dangereuse que la société ne l'accepte pas, sentant en elle la menace du changement social. Et on peut l'empêcher de maintes façons. Ceux qui communiquent couram-

ment entre eux peuvent interdire l'inusité en s'en moquant, comme dans la cour de récréation. Mais ceux qui s'offusquent des jurons et qui ont pour fonction d'enseigner peuvent ne pas fournir ce qui est nécessaire à l'autonomie de la pensée en glissant sur la rigueur des instruments de langage et de production de signification. Les «je dis... tu dis...» par lesquels tout est accepté pourvu que la forme soit juste reproduisent l'ignorance et le conformisme tout autant que la communication «cool».

Il n'y a pas à chercher de coupable. C'est vrai. Le problème est social. C'est vrai également. Mais il n'y a pas à fuir des responsabilités. Tout le monde est responsable dans toutes les salles de classe à tous les niveaux, dans toutes les communications et partout. Et les plus responsables doivent l'assumer.

A trop vouloir démocratiser, ou à vouloir démocratiser inconsidérément l'éducation, on finit par tout aplatir: la connaissance et ce qui permet de la transmettre. A trop insister sur la nécessité de la communication, sur l'expression de la pensée de l'élève, on finit par oublier que les pensées s'expriment et se créent dans des règles langagières et que l'expression de soi doit avoir une signification qui appartienne à des règles de communication. Règles et sens sont inséparables, également importants. A trop aplatir, on finit par désocialiser la nécessité de l'effort, à prendre le travail pour de l'anormalité. A rejeter l'effort, à normaliser l'ignorance, l'incompétence, on finit par apercevoir des êtres capables de s'efforcer, d'apprendre. On finit par découvrir une école qui n'est pas à la mesure de ses élèves. Et pour se convaincre que ce sont bien les élèves qui sont spéciaux et non pas l'école qui ne

répond plus aux facultés de ses élèves, on recourt à des tests d'intelligence pour sélectionner les «doués» et leur refaire une école. Adieu démocratie! Voilà un nouvel élitisme! Au lieu de démocratiser le savoir, l'aptitude à communiquer, on démocratise la seule possibilité de passer par des écoles. En ne démocratisant pas le savoir et l'aptitude à le transmettre comme à le produire, on donne l'impression que la démocratie, c'est la communication du semblable et l'admiration de ceux qui savent, là-haut, socialement ou divinement. En situation de minorité, on entretient le mythe selon lequel la participation au savoir se réalise dans l'imitation du dominant (imitation de l'anglophone par le francophone); on empêche de voir que la communication chez le dominant est semblable à celle du dominé.

Les Franco-Ontariens, comme tous les peuples du monde, sont capables de grandes réalisations. Mais comme tous les peuples du monde, ils ne peuvent s'épanouir que dans la mesure où leur système d'éducation les élève à la hauteur de leurs aptitudes. Les récentes évaluations des performances des

Franco-Ontariens démontrent que ce système ne les a pas adéquatement servis. A ceux qui jugent que c'est partout pareil, il faut répondre qu'il appartient aux Franco-Ontariens de s'élever eux-mêmes au-dessus du commun. A ceux qui

croient que les Franco-Ontariens sont condamnés aux dernières places, il faut répondre qu'il n'y a pas de dernière place prédéterminée et qu'il y a des derniers mêmes chez ceux qui semblent les premiers.

N'est-il pas l'heure d'une

grande réflexion sur l'éducation franco-ontarienne? Et pourquoi le terme de cette réflexion ne serait-il pas la démocratisation de l'élitisme, c'est-à-dire l'établissement d'une école qui ferait de tous ses élèves des élites, des doués?

**Simon Laflamme**